

Nous occupions des maisons, nous occupons des maisons, nous occuperons des maisons

Depuis quelques temps, la campagne d'élimination des squats est passée à la vitesse supérieure. On nous reproche d'être des « profiteurs », qui empêchent la création de logements, alors même que les besoins sont criants. Comme si évacuer 80 personnes pour en loger 80 autres pouvait remédier à la crise du logement ! Comme si c'était nous qui profitons de la pénurie ! On nous dit que les occupations faites dans les années 80 étaient justifiées par la crise du logement et la spéculation, et qu'aujourd'hui, cette pratique est périmée. C'est de la mauvaise foi : nous ne pensons pas que le fait d'habiter illégalement ait pu être apprécié à l'époque par les gouvernants, la spéculation existe toujours et notre action reste la même.

Contre la spéculation

En 2007, le niveau de la crise du logement dépasse celui des années 80 : Genève ne compte que 0,2% de logements vacants (la crise du logement est déclarée en deçà de 2%), la ville n'a aucun appartement à proposer dans un délai court et il est de fait très difficile de trouver à se loger. Quant à la spéculation, elle a simplement changé de visage : s'il reste de moins en moins de logements laissés vides intentionnellement (mais il en existe toujours), ce sont principalement les locaux commerciaux qui sont laissés vides dans l'attente d'un contrat féerique. De plus, les bâtiments réservés au logement font régulièrement l'objet de déclassements afin de changer leur affectation en locaux commerciaux. On voit ainsi nombre d'études d'avocats ou de cabinets médicaux occuper des espaces destinés à loger des gens, en plein centre ville. Par ailleurs, ce type de déclassements est soumis à l'obligation de proposer, en remplacement des logements « perdus », d'autres appartements, ce qui n'est pour ainsi dire jamais appliqué, et encore moins dans la même zone géographique que les espaces déclassés. Aujourd'hui, on ne spéculé plus sur les immeubles vides, mais sur les appartements déjà existants, en pratiquant des prix de plus en plus élevés. Dans une ville où 85% des habitants sont des locataires – n'ayant donc pas les moyens d'accéder à la propriété – ceci soulève la question des revenus et des possibles proposés au riche et au pauvre. Les riches choisissent ce qui leur plaît ; les pauvres se voient imposer des quartiers (la périphérie) et des espaces (des clapiers à lapin) précis.

Droit au logement vs liberté d'habiter

On nous oppose souvent le fait que nous avons un droit au logement et que nous n'avons qu'à nous inscrire à la gérance immobilière de la Ville pour obtenir un lieu de vie (rappelons que le délai d'obtention d'un appart à la Ville peut se compter en années et qu'il faut avoir des revenus fixes et réguliers). Mais ce droit se réduit uniquement au droit d'exiger un certain nombre de m2

Nous occupions des maisons, nous occupons des maisons, nous occuperons des maisons

Légalement, le locataire n'a même pas le droit de changer un abat-jour sans l'autorisation préalable de la régie ! L'art d'habiter – de choisir et modeler son espace – nous est confisqué. Et c'est cet art d'habiter que nous revendiquons pour tous : décider de la forme de son habitat, choisir le lieu et l'affectation des espaces, s'en occuper soi-même sans passer par une régie, pouvoir vivre collectivement et partager son immeuble par affinité et non par fatalité.

Et nous revendiquons un mode de vie communautaire et collectif qui permette un autre partage de nos vies, de nos espaces, des expériences et des savoir-faire de chacun – en opposition à la société de plus en plus individualiste qu'on nous impose.

Depuis quelques temps, la campagne d'élimination des squats est passée à la vitesse supérieure. On nous reproche d'être des « profiteurs », qui empêchent la création de logements, alors même que les besoins sont criants. Comme si évacuer 80 personnes pour en loger 80 autres pouvait remédier à la crise du logement ! Comme si c'était nous qui profitons de la pénurie ! On nous dit que les occupations faites dans les années 80 étaient justifiées par la crise du logement et la spéculation, et qu'aujourd'hui, cette pratique est périmée. C'est de la mauvaise foi : nous ne pensons pas que le fait d'habiter illégalement ait pu être apprécié à l'époque par les gouvernants, la spéculation existe toujours et notre action reste la même.

Contre la spéculation

En 2007, le niveau de la crise du logement dépasse celui des années 80 : Genève ne compte que 0,2% de logements vacants (la crise du logement est déclarée en deçà de 2%), la ville n'a aucun appartement à proposer dans un délai court et il est de fait très difficile de trouver à se loger. Quant à la spéculation, elle a simplement changé de visage : s'il reste de moins en moins de logements laissés vides intentionnellement (mais il en existe toujours), ce sont principalement les locaux commerciaux qui sont laissés vides dans l'attente d'un contrat féerique. De plus, les bâtiments réservés au logement font régulièrement l'objet de déclassements afin de changer leur affectation en locaux commerciaux. On voit ainsi nombre d'études d'avocats ou de cabinets médicaux occuper des espaces destinés à loger des gens, en plein centre ville. Par ailleurs, ce type de déclassements est soumis à l'obligation de proposer, en remplacement des logements « perdus », d'autres appartements, ce qui n'est pour ainsi dire jamais appliqué, et encore moins dans la même zone géographique que les

espaces déclassés.

Aujourd'hui, on ne spéculé plus sur les immeubles vides, mais sur les appartements déjà existants, en pratiquant des prix de plus en plus élevés.

Dans une ville où 85% des habitants sont des locataires

– n'ayant donc pas les moyens d'accéder à la propriété – ceci soulève la question des revenus et des possibles proposés au riche et au pauvre. Les riches choisissent ce qui leur plaît ; les pauvres se voient imposer des quartiers (la périphérie) et des espaces (des clapiers à lapin) précis.

Droit au logement vs liberté d'habiter

On nous oppose souvent le fait que nous avons un droit au logement et que nous n'avons qu'à nous inscrire à la gérance immobilière de la Ville pour obtenir un lieu de vie (rappelons que le délai d'obtention d'un appart à la Ville peut se compter en années et qu'il faut avoir des revenus fixes et réguliers). Mais ce droit se réduit uniquement au droit d'exiger un certain nombre de m² dans de l'espace construit. De fait, on se voit imposer un mode de vie : des espaces cloisonnés, isolés, gérés par des régies. On ne choisit pas comment on habite. Chez « soi », pas question de percer des trous dans les murs. Légalement, le locataire n'a même pas le droit de changer un abat-jour sans l'autorisation préalable de la régie ! L'art d'habiter – de choisir et modeler son espace – nous est confisqué.

Et c'est cet art d'habiter que nous revendiquons pour tous : décider de la forme de son habitat, choisir le lieu et l'affectation des espaces, s'en occuper soi-même sans passer par une régie, pouvoir vivre collectivement et partager son immeuble par affinité et non par fatalité.

Et nous revendiquons un mode de vie communautaire et collectif qui permette un autre partage de nos vies, de nos espaces, des expériences et des savoir-faire de chacun – en opposition à la société de plus en plus individualiste qu'on nous impose.

Pour des espaces ouverts, libres et gratuits

Cette liberté d'habiter est partie intégrante de la liberté en général. Nous refusons l'autorité, les chefs, le fait que les autres décident à notre place et prônons l'autogestion et les prises de décision collectives. Nous voulons réfléchir nos gestes, nous approprier nos vies, organiser nous-mêmes notre temps et nos activités. Ensemble.

Au lieu de placer les enfants dans des crèches institutionnelles, nous préférons nous en occuper nous-mêmes et autogérer leur éducation. Au lieu d'aller au supermarché, nous préférons cultiver nos légumes et organiser des cantines sauvages. Crèches, bibliothèques-infokiosques, ateliers, salles de concerts, bars, friperies, salles de sport, locaux de répétition : des espaces ouverts de rencontres et d'échanges. Des espaces gratuits ou presque au centre-ville, accessibles à tous, et pas seulement aux riches. Des espaces sortis de la logique du profit et d'une politique d'urbanisme où les centres-villes sont aseptisés et réservés aux banques et aux bars lounge. Ces espaces seraient impensables s'il fallait payer des loyers tels que pratiqués aujourd'hui.

Propriété privée vs propriété d'usage / Légalité vs légitimité

On nous oppose le fait que squatter est illégal. L'illégalité n'est qu'un prétexte pour éliminer ce que le pouvoir et ses suppôts ne peuvent pas supporter : l'idée que des gens s'organisent par eux-mêmes, se mettent à réfléchir ensemble et développent des réponses face au désarroi généralisé et au contrôle systématisé.

Nous ne reconnaissons pas les lois qui toujours protègent les possédants et leur propriété privée. Nous déplorons que le débat sur les squats se limite à la question de la légalité ou non des évacuations et occulte des questions de fond comme celle de la légitimité : est-il normal qu'une seule personne décide de l'avenir d'un immeuble pour en profiter financièrement et que les nombreuses personnes qui y vivent, s'impliquent et entretiennent le lieu soient jetées à la rue ?

Nous ne reconnaissons pas la propriété privée qui réduit l'espace, les maisons, à des « valeurs marchandes » plutôt qu'à des espaces de vie. Nous sommes de ces « mauvais squatteurs » qui refusent de quitter une maison, car nous trouvons absurde d'évacuer des gens pour en mettre d'autres à leur place quand le seul qui bénéficie de cet échange d'habitants est le propriétaire. Nous nions le monde de la propriété de papier et des chiffres bancaires pour en affirmer un autre : celui de la propriété d'usage. Les maisons à ceux qui les habitent ! La terre à ceux qui la travaillent. !

Squatteur, locataire, pendons les propriétaires !

Le discours dominant tente de faire croire que les luttes des squatteurs et des locataires s'opposent. En vérité, tous ont dû et doivent se battre aujourd'hui pour se défendre face à l'immense pouvoir des propriétaires qui empochent des fortunes en faisant commerce d'un besoin vital pour l'être humain : le logement.

Les loyers augmentant sans cesse, les gens sont obligés de travailler plus et donc de dédier une part toujours plus grande de leur temps au paiement de leur loyer. Ils ont du même coup toujours moins de temps à consacrer à d'autres activités non lucratives. Et moins de temps pour rêver un quotidien moins harassant.

Nous refusons de vendre notre temps et notre pouvoir de décision à des patrons pour engraisser les parasites qui utilisent nos maisons et nos vies pour se fabriquer de l'argent.

Nous ne voulons pas payer de loyer, et ce n'est pas seulement que nous ne voulons pas payer de loyer, c'est que nous voulons que plus personne ne paye de loyer.

Nous invitons donc tout le monde à occuper, à soutenir les occupations et les futures actions :

Contre la répression

Pour l'autogestion, la conservation d'espaces d'activité et de lieux de vie autonomes en ville

Soyez attentifs : le mois de septembre sera chaud !

Pour des espaces ouverts, libres et gratuits

Cette liberté d'habiter est partie intégrante de la liberté en général. Nous refusons l'autorité, les chefs, le fait que les autres décident à notre place et prônons l'autogestion et les prises de décision collectives. Nous voulons réfléchir nos gestes, nous approprier nos vies, organiser nous-mêmes notre temps et nos activités. Ensemble.

Au lieu de placer les enfants dans des crèches institutionnelles, nous préférons nous en occuper nous-mêmes et autogérer leur éducation. Au lieu d'aller au supermarché, nous préférons cultiver nos légumes et organiser des cantines sauvages. Crèches, bibliothèques-infokiosques, ateliers, salles de concerts, bars, friperies, salles de sport, locaux de répétition : des espaces ouverts de rencontres et d'échanges. Des espaces gratuits ou presque au centre-ville, accessibles à tous, et pas seulement aux riches. Des espaces sortis de la logique du profit et d'une politique d'urbanisme où les centres-villes sont aseptisés et réservés aux banques et aux bars lounge. Ces espaces seraient impensables s'il fallait payer des loyers tels que pratiqués aujourd'hui.

Propriété privée vs propriété d'usage / Légalité vs légitimité

On nous oppose le fait que squatter est illégal. L'illégalité n'est qu'un prétexte pour éliminer ce que le pouvoir et ses suppôts ne peuvent pas supporter : l'idée que des gens s'organisent par eux-mêmes, se mettent à réfléchir ensemble et développent des réponses face au désarroi généralisé et au contrôle systématisé.

Nous ne reconnaissons pas les lois qui toujours protègent les possédants et leur propriété privée. Nous déplorons que le débat sur les squats se limite à la question de la légalité ou non des évacuations et occulte des questions de fond comme celle de la légitimité : est-il normal qu'une seule personne décide de l'avenir d'un immeuble pour en profiter financièrement et que les nombreuses personnes qui y vivent, s'impliquent et entretiennent le lieu soient jetées à la rue ?

Nous ne reconnaissons pas la propriété privée qui réduit l'espace, les maisons,

à des « valeurs marchandes » plutôt qu'à des espaces de vie. Nous sommes de ces « mauvais squatteurs » qui refusent de quitter une maison, car nous trouvons absurde d'évacuer des gens pour en mettre d'autres à leur place quand le seul qui bénéficie de cet échange d'habitants est le propriétaire. Nous nions le monde de la propriété de papier et des chiffres bancaires pour en affirmer un autre : celui de la propriété d'usage. Les maisons à ceux qui les habitent ! La terre à ceux qui la travaillent !

Squatteur, locataire, pendons les propriétaires !

Le discours dominant tente de faire croire que les luttes des squatteurs et des locataires s'opposent. En vérité, tous ont dû et doivent se battre aujourd'hui pour se défendre face à l'immense pouvoir des propriétaires qui empochent des fortunes en faisant commerce d'un besoin vital pour l'être humain : le logement.

Les loyers augmentant sans cesse, les gens sont obligés de travailler plus et donc de dédier une part toujours plus grande de leur temps au paiement de leur loyer. Ils ont du même coup toujours moins de temps à consacrer à d'autres activités non lucratives. Et moins de temps pour rêver un quotidien moins harassant.

Nous refusons de vendre notre temps et notre pouvoir de décision à des patrons pour engraisser les parasites qui utilisent nos maisons et nos vies pour se fabriquer de l'argent.

Nous ne voulons pas payer de loyer, et ce n'est pas seulement que nous ne voulons pas payer de loyer, c'est que nous voulons que plus personne ne paye de loyer.

Nous invitons donc tout le monde à occuper, à soutenir les occupations et les futures actions :

Contre la répression

Pour l'autogestion, la conservation d'espaces d'activité et de lieux de vie autonomes en ville

Soyez attentifs : le mois de septembre sera chaud !